



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - ED

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la S.A.S MALAQUIN pour son
établissement situé à Lieu dit « Le Grand Marais de la Bruyère »
à SAINT-AMAND-LES-EAUX.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 avril 1995, modifié notamment par les arrêtés complémentaires des 5 juillet 2002, du 20 janvier 2005 modifié et du 23 janvier 2009, autorisant la S.A.S. MALAQUIN à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux ultimes à Saint-Amand-les-Eaux ;

Vu le rapport en date du 10 mars 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort, suite à une visite d'inspection sur site en date du 20 février 2015, que la S.A.S MALAQUIN ne respecte pas les dispositions des articles 15 et 30 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2005 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 20 février 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

« Aucun écran permettant de capter les éléments légers autour de la zone d'exploitation n'est installé et l'exploitant ne dispose pas de ce matériel. » ;

« L'exploitant a avoué à l'inspection que des eaux d'exhaure provenant de la plate-forme aménagée sur laquelle sont implantés un pont bascule spécifique à la pesée des sédiments provenant du curage de la Scarpe, dont l'entrée est différenciée des autres déchets, et un local pour le personnel contrôlant l'entrée des sédiments (pesée et contrôle visuel) ont été rejetées directement dans un bras du Décours bordant le site, mais à l'extérieur de celui-ci, sans contrôle préalable de leur qualité. »

Considérant les dispositions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2005 susvisé :

« Le mode de stockage doit permettre de limiter les envois de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. L'exploitant met en place autour de la zone d'exploitation un système permettant de limiter les envois et de capter les éléments légers néanmoins envoyés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation. »

Considérant l'article 15 – 1^{er} et 2^{ème} alinéas – dudit arrêté préfectoral du 20 janvier 2005 :

« Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec les déchets, passent, avant rejet dans le milieu naturel, par un bassin de stockage étanche, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale permettant une décantation et un contrôle de leur qualité. A cet effet, conformément à l'étude ANTEA référencée A28183 rév. B, des fossés de collecte des eaux pluviales sont disposés en crête de talus ainsi qu'en pied de talus. Le fossé en pied de talus collecte également les eaux pluviales de voirie. »

Considérant que l'exploitation actuelle des installations est susceptible d'engendrer des dangers ou inconvénients pour l'environnement du site ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de mettre la société MALAQUIN en demeure de respecter les dispositions fixées par les articles 15 et 30 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2005 susvisé, de faire l'acquisition rapidement de système de captation des éléments légers pour l'installer au plus proche des zones pouvant être impactées par des envois provenant du stockage et de collecter toutes les eaux pluviales issues du site et les diriger vers les bassins destinés à cet effet implantés à l'est du site ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société MALAQUIN, dont le siège est situé ZAC du Moulin Blanc – BP 50158 – 741 rue du Champ des Oiseaux – 59733 SAINT-AMAND-LES-EAUX CEDEX, est mise en demeure, pour son site de stockage de déchets non dangereux sis Lieu dit « Le Grand Marais de la Bruyère » à SAINT AMAND LES EAUX (59230), de :

- respecter immédiatement les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2005,
- respecter dans un délai d'un mois les dispositions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2005.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SAINT-AMAND-LES-EAUX ,

- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-AMAND-LES-EAUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté , énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de SAINT-AMAND-LES-EAUX.

Fait à Lille, le 15 AVR 2015



Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIRARD